

MARDI 10 JUILLET 2012

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Société](#) > [Santé](#) > [Acheter et manger «local»](#)

Acheter et manger «local»

Étienne-Alexis Boucher - Ccommissaire scolaire, Saint-Hyacinthe 3 janvier 2008 Santé

Avec le dépôt, en septembre dernier, de sa politique prônant une saine alimentation et une plus large pratique des activités physiques dans les écoles primaires et secondaires du Québec, le gouvernement du Québec a mis en avant une initiative visant à contrer un véritable fléau: la dégradation accélérée de la santé de nos enfants. Cette politique fut suivie par une autre annonce officielle, ayant pour objectif de favoriser l'achat d'aliments locaux par les individus et les institutions publiques. Bien que l'on ne puisse avoir de doute sur la bonne volonté du gouvernement Charest, force est de constater que ses efforts ne seront pas suffisants. Ni l'État québécois ni le monde agricole ne peuvent aujourd'hui se contenter de mesures publicitaires ou volontaires. Il est donc essentiel que soient systématiquement instaurées des politiques étatiques dans ces domaines.

En effet, la nécessité d'adopter des politiques visant une saine alimentation et l'achat local se justifie aisément. De telles politiques permettraient de s'assurer du respect des normes de qualité, tant au niveau de la production agricole qu'au niveau de la transformation des produits alimentaires. Aussi, elles faciliteraient l'application d'une politique de traçabilité des aliments. Un autre avantage aurait trait à la fraîcheur des aliments, leur garantissant ainsi une plus grande valeur nutritive comparativement à celle des aliments mis en conserve. Assurément, de telles mesures augmenteraient la qualité des produits servis dans les différentes cafétérias publiques, dans les écoles, les hôpitaux, les CHSLD, les prisons, les ministères, sans compter la possibilité d'offrir une plus grande diversité alimentaire.

Sur le plan environnemental, les avantages de ces politiques sont aussi nombreux. Que l'on pense aux milliers de kilomètres qui seraient épargnés lors du transfert des aliments de la ferme à la cafétéria, diminuant d'autant la «production» de gaz à effet de serre. De telles mesures

permettraient aussi un plus grand respect de nos normes environnementales relatives au contrôle des pesticides, des engrais chimiques et des bandes de protection riveraines.

De telles initiatives ont déjà cours dans de nombreux pays (États-Unis, Espagne, Angleterre) et ont prouvé leur efficacité. Un programme américain tel que «Farm to school» a eu plusieurs retombées positives dans les secteurs de la santé publique, de la relance de l'économie locale et régionale et de la valorisation de l'industrie agricole et agroalimentaire. Bien que les règles de libre concurrence prônées par l'Organisation mondiale du commerce compliquent l'application de ces programmes, plusieurs succès ont été enregistrés. Pourquoi ne serions-nous pas capables de répéter ces «exploits»?

L'introduction de produits agricoles locaux dans les cafétérias publiques a aussi pour objectif de soutenir le monde agricole. Les difficultés vécues par ce dernier sont connues. Par exemple, plus de cinq fermes disparaissent chaque semaine au Québec et le taux de suicide chez les agriculteurs est deux fois plus élevé que chez toute autre catégorie de travailleurs. De plus, les

dernières mesures protégeant notre agriculture, comme le GO5 (système de quotas pour cinq produits: lait, oeufs de consommation et d'incubation, dindon, poulet), risquent de disparaître. Bien qu'il soit ici question de l'avenir de cet important secteur de notre économie, ce sujet est aussi lié à d'autres, comme le développement régional, l'exode rural et l'occupation du territoire.

Le Québec se doit de prendre un virage majeur, tant dans le domaine de la santé

publique que dans celui de la production

agricole. Alors que les forces vives de

plusieurs intervenants, tels que l'Union des producteurs agricoles et Équiterre, convergent déjà vers des solutions comme l'agriculture institutionnelle responsable, une avenue facilitant l'accession à la souveraineté alimentaire, il ne manque plus qu'une vision d'ensemble afin que tous puissent travailler dans le même sens. Bien sûr, la société civile peut et doit contribuer à cette vision d'ensemble. Cependant, un seul intervenant est en mesure de lui donner l'ampleur nécessaire: l'État québécois.

gouvernement, alimentation, Québec (province), santé, éducation, école

Haut de la page

[Recommander](#) < 0 [Twitter](#) < 0 [0](#)